

Harare, Zimbabwe, 27 avril (Infosplusgabon) - Une organisation civique prêchant pour la responsabilité et la confiance, Tutuma Zimbabwe, a finalisé une enquête révélant que certaines autorités municipales et des membres de la police confisquent des denrées pour leur consommation personnelle, sous prétexte de faire respecter le confinement national imposé du fait de la pandémie de COVID-19.

Le Zimbabwe vit actuellement dans le confinement instauré pour la première fois le 30 mars pour une période initiale de 21 jours, avant d'être prolongé pour 14 jours. Cette mesure devrait être levée le 3 mai.

Le confinement vise à freiner la transmission locale du virus en hausse et les forces de l'ordre ont été déployées à travers le pays pour le faire respecter.

Toutefois, dans le cadre d'un nouveau rapport d'investigation, Tutuma a découvert que certains parmi les membres des forces de sécurité prennent pour cible les petits commerçants et les boutiquiers.

Des équipes d'enquêteurs de Tutuma envoyées dans la province de Mashonaland, dans l'Est du pays, se sont rendus dans les districts de Goromonzi North et Mhondoro-Mubaira, mais aussi dans la province de Harare, ciblant en particulier les districts sud et centre et la banlieue de Budiriro.

“L'enquête a révélé que la police municipale a imposé la fermeture des commerces non essentiels à Harare Sud. Toutefois, ce faisant, les autorités ont utilisé la force et des procédures illégales entraînant la confiscation de leurs biens et l'arrestation des propriétaires de magasins à Harare Sud”, peut-on lire dans le rapport.

Un cas a été enregistré le 15 avril 2020 entre 10h00 et 11h05 quand la police municipale de Harare a visité la banlieue de Lochnivar, dans l'intention de fermer tous les magasins.

L'équipe de Tutuma a enregistré la police municipale en train de confisquer une boîte de chips d'un magasin et du pain et des boissons sucrées auprès d'un autre boutiquier.

Les deux commerçants ont été interpellés avant d'être relâchés plus tard grâce à l'intervention d'un conseiller local.

“Pourtant les boutiquiers proposent à la communauté des produits essentiels dans le cadre du confinement. Tutuma soutient que ce n'est pas le moment de s'interroger sur leur caractère légal, car ils assurent un service complémentaire essentiel. Où sont les denrées que les forces de l'ordre ont prises aux boutiquiers ?, s'interrogent les rapports.

Un autre incident a été enregistré dans le district de Goromonzi, également le 15 avril, alors que tous les commerces et boucheries fonctionnaient normalement, ouvrant à 10h00 pour fermer à 15h00.

“L'équipe d'investigation a noté que Real Time, un grossiste qui vend des boissons alcoolisées locales de la firme Delta Corporation Limited, fournissait normalement avec ses distributeurs en liqueurs. Mais la police locale a fait fermer tous les bars”.

“Où par conséquent, est revendue la bière confisquée à Real Time ? Cela veut-il dire qu'il y a différentes règles dans ce jeu, et qui change les règles pour quelle raison et au profit de qui ? ”

Tutuma note que ce genre d'incidents au cours desquels des denrées sont confisquées sans laisser de traces est en hausse dans le pays, laissant soupçonner que certaines autorités qui imposent les mesures de confinement profitent individuellement de ces denrées.

Les denrées qui semblent les plus prisées par ces membres des forces de sécurité sont le riz, le sucre, la lessive, l'huile de cuisine, la savon et les laits corporels, entre autres.

“Les commerçants de Barrington Road (Harare) ont souligné un cas au cours duquel, un camion de police qui patrouille entre 15h00 et 17h00 a confisqué des denrées auprès des commerçants qui ont dû fuir pour sauver leurs vies. Pour Tutuma, ce genre de scénario favorise la corruption, les pots-de-vin et autres méfaits”, observe le rapport.

Dans un contexte marqué par la faim, la pauvreté, la sécheresse, l'hyperinflation, la baisse des salaires, entre autres difficultés économiques, de plus en plus de Zimbabwéens n'arrivent pas à joindre les deux bouts.

Le porte-parole de la police zimbabwéenne, Paul Nyathi, n'a pas répondu aux appels téléphoniques de la PANA pour obtenir son commentaire suite à la publication du rapport de Tutuma.

Concernant les autorités municipales de Harare, le porte-parole de la municipalité, Michael Chideme, n'a également pas répondu à nos nombreux appels.

FIN/ INFOSPLUSGABON/ASD/GABON2020

© Copyright Infosplusgabon